

22 mai 68: appel a retourner les fusils contre le régime !

N°59 de ma série "1968" qui comptera plus de 100 articles sur l'année. Alors que la grève est généralisée, la police déclare qu'elle ne tirera pas sur les ouvriers. Reste l'armée. Mais rien n'est joué, comme le démontre la déclaration du comité d'action du 153e RIMCA de Mutzig qui appelle à l'insoumission. Prochain article: "24 mai 68: Face au plébiscite, la plus longue nuit de barricades".

Face à la plus grande grève générale de l'histoire de France, soit un rapport de force qui peut en principe conduire à dégager le gouvernement, et enclencher une révolution sociale, les forces de police sont en parties épuisées et partout ébranlées. Déclaration élément essentiel d'une situation révolutionnaire: l'Union des Syndicats de Police



fait savoir que des opérations des forces de l'ordre contre des ouvriers seraient vécues "comme autant de graves cas de conscience ». Un policier de Paris fait état ici de la démoralisation des milices du capital, affirmant même que dans certains commerces: « on refusait de nous servir ». Difficile dans ces conditions d'agresser les travailleurs grévistes comme a été agressée la jeunesse. En vain en plus.

Et l'armée ? Ils sont habitués et payés pour tuer, sur ordre, dans la discipline aveugle, et sans réfléchir. C'est comme cela que l'armée, dix ans plus tôt, le 13 mai 1958, a

fait un coup d'Etat qui met De Gaulle au pouvoir, au mépris de toute démocratie et respect de la République. Elle se prépare bien sûr, comme toujours et partout, à massacrer les travailleurs au cas où la domination de la bourgeoisie est menacée. C'est sa fonction historique, toujours vérifiée, y compris en 1940, où ses chefs, comme l'essentiel de la bourgeoisie préféraient Hitler au Front Populaire.

Beaucoup de témoignages attestent de ses préparatifs en mai 68. En voici un de l'intérieur de la « grande muette », par Alain Baillon, alors soldat au 7e Régiment de Chasseurs à Arras (Pas-de-Calais): Direction Pontoise, pour intervenir à Paris ». Alain Baillon assiste impuissant aux préparatifs de l'armée. On peut citer aussi ce témoignage sur le 93e régiment d'artillerie de montagne (Grenoble).

Mais dans quelques unités des militants sous les drapeaux se préparent à l'insoumission, et à retourner les fusils. Ludivine Bantigny mentionne dans son livre récent sur 1968, sur la base des Archives Départementales, que dans des casernes d'Angers, de Saumur et du Mans, des groupes de soldats en appellent à l'insoumission. Le cas le plus connu est l'appel du 153e RIMCA de Mutzig (régiment d'infanterie mécanisée) indiquant que des appelés sont organisés en Comités d'Action (CA) et qu'ils ne tireront jamais sur les ouvriers. Un tel appel, exceptionnel à l'époque, est publié dans le numéro de la Avant-Garde Jeunesse de juin 1968, organe de la JCR dissoute le 12 juin 1968 (l'éditorial est daté du 10 juin). À l'origine de cet appel on trouve un militant de la JCR de Caen. Il faut toutefois souligner qu'il n'y eu pas de rébellion dans l'armée, ni la police. Il aurait fallu pour cela que se développent des organes de double pouvoir, puis s'affirme un pouvoir révolutionnaire.

Comme beaucoup d'autres révoltes en 69, cette action ne sera cependant pas sans suite. Jean-Paul Salles en fait un compte-rendu détaillé dans son Livre La Ligue Communiste Révolutionnaire (1968-1981) dont voici des extraits:

« Avec discipline, les militants de la JCR puis de la Ligue se lancent dans le « travail armée ». En premier lieu, ils ne refusent pas de faire le service militaire, à l'image d'A. Krivine, qui est soldat, quand son organisation décide de le présenter aux élections présidentielles de 1969. Une lettre d'un deuxième classe au deuxième classe A. Krivine est l'occasion de rappeler la position de l'organisation sur ces questions, dans un article intitulé « Ouvriers-soldats solidaires » et terminé par un vibrant « Vive l'instruction militaire du prolétariat ! »...

La LC publie en 1970 deux Cahiers Rouge série « Classique », brochures de quarante pages, le premier intitulé Crosse en l'air -Le mouvement ouvrier et l'armée 1900-1914, le second L'Ennemi est dans notre pays - L'antimilitarisme révolutionnaire après 1918. Au cours de l'été 1970, Maspero réédite, en fac-similé, les deux volumes d'André Marty, La Révolte de la mer Noire, rédigés en 1928. Il les accompagne d'une brochure explicative, dont voici un extrait:

"Pendant presque six mois, de décembre 1969 à mai 1970, les militants se mobilisent en défense de trois appelés du contingent de Rennes, arrêtés parce qu'on a trouvé dans leurs placards plusieurs exemplaires d'un journal ronéotypé, Crosses en l'air, et un tract-pétition. L'un est ouvrier électricien, Alain Hervé, l'autre technicien, Michel Trouilleux, le troisième Serge Devaux est professeur de CET et militant de la LC à Rennes. Rouge ne consacre pas moins de cinq unes à cette affaire. Un Comité national de défense des soldats emprisonnés est mis en place. Présidé par Marcel-Francis Kahn, il rassemble de nombreuses personnalités. Localement, les militants font vivre des comités de soutien, font circuler des pétitions, organisent des réunions. La campagne culmine fin janvier 1970 lors d'un meeting rassemblant 3.500 personnes, à Rennes, en présence de Jean-Paul Sartre, Michel Rocard et Alain Krivine. Les trois de Rennes sont condamnés le six février à des peines de prison ferme (un an pour S. Devaux, huit mois pour M. Trouilleux, quatre mois pour A. Hervé) pour « incitation de militaires à la désobéissance et atteinte au moral des troupes.



Ce procès a été l'occasion de mener campagne pour que les soldats du contingent puissent bénéficier des mêmes droits politiques que les citoyens, permettant à la Ligue d'occuper un terrain déserté par la gauche classique et en particulier le PC. Le Comité a été soutenu par plusieurs organisations politiques, outre la LC, LO, le PSU, l'AMR, l'ORA, par le Syndicat National des Chercheurs Scientifiques (SNCS) et par plusieurs sections syndicales de base appartenant aux SNES, SNESup, FEN, CFDT et même CGT. De nombreuses personnalités se sont associées à l'appel pour la libération des soldats emprisonnés, derrière J.-P. Sartre et S. de Beauvoir, des intellectuels, des artistes (l'orchestre des Pink Floyd par exemple), des militants syndicalistes Enseignants d'extrême gauche (École émancipée), des chrétiens, un important groupe de médecins de Rouen (à l'initiative du docteur Vivet, militant de la LC, le docteur Marx père de militants a signé), mais aussi Bernard Boudouresque, du Mouvement de la Paix, H. Prellu, de la commission administrative de l'Union départementale CGT du Finistère et Charles Tillon, ancien membre du BP du PCF,

ancien commandant des Francs-Tireurs Partisans (FTP), ancien mutin de la mer Noire. Au total ce sont plusieurs centaines de personnes qui ont soutenu d'une manière ou d'une autre, y compris financièrement, cette campagne".

Comme le décrit l'ouvrage de Jean-Paul Salles, aux paragraphes 19 à 31, cette campagne trouvera vite un prolongement beaucoup plus important: création du Comité de Défense des Appelés (CDA) en décembre 1972, précédé par la création en septembre d'une fraction révolutionnaire, le Front des Soldats, Marins et Aviateurs Révolutionnaires (FSMAR), dont une trentaine défilent en uniforme, le visage masqué, dans le cortège du 1er mai 1973. Le 30 avril 1974, à la télévision, le candidat Krivine s'adresse directement aux « soldats, marins, aviateurs », les encourageant à constituer des comités de soldats et à se battre pour leurs droits. Le lendemain, dans le cortège du 1er mai défile à nouveau en uniforme une rangée de militants du FSMAR le visage recouvert d'un bas de soie. Le 16 mai est publié l'Appel des Cent, rappelant les principales revendications du mouvement des soldats: liberté d'information dans les casernes, libre choix de la date d'incorporation entre 18 et 25 ans, solde égale au Smic, abolition des tribunaux militaires. Début juillet, ce sont 1.000 soldats qui ont signé l'Appel, le cap des 2.000 est franchi le 15 août. À Draguignan, le 10 septembre, 200 soldats en uniforme appartenant au 19e régiment d'artillerie, soit le quart des effectifs, défilent dans les rues en uniforme. Plus de 30 antillais y défilent réclamant la fin du racisme des casernes. Trois soldats sont jugés par la justice militaire le 7 janvier 1975. Le verdict est clément, grâce à un mouvement puissant de soutien. Même le responsable des questions militaires du PS, Charles Hernu, se déplace pour plaider en faveur des soldats inculpés...

APPEL DU 15^e RIMCA DE MUTZIG (Régiment d'infanterie mécanisée)

« ON TE DONNE UN FUSIL, PRENDS-LE. »

Nous faisons nôtre ce mot d'ordre parce que nous pensons qu'une société authentiquement démocratique n'a pas besoin de corps spéciaux armés. Le droit égal de tous à être instruits dans l'armement et les techniques de combat n'existe pas et pour cause.

La bureaucratie militaire, avec ses traditions surannées, est recrutée selon un mode sélectif socialement pour le maintien des couches sociales possédantes. L'instruction des armes extrêmement rudimentaires donnée au contingent exprime la volonté selon laquelle les couches populaires ne seraient que des troupes de manœuvres dociles dans un conflit éventuel.

Les rapports hiérarchiques et les pressions ultra-autoritaires auxquels sont soumis les appelés perpétuent les méthodes actuelles d'enseignement et tous les interdits contre lesquels la jeunesse commence à lutter. Ils sont en même temps la garantie de la séparation entre décisions et exécutions dans une société où la gestion de la production sociale est le privilège de quelques-uns.

Le droit égal pour tous à recevoir une instruction des armes ne justifie nullement un encasernement de 14 à 16 mois. Ce chômage voilé scandaleux est peut-être justifié par de pseudo-raisons économiques, mais ce n'est pas notre affaire puisque nous n'avons aucune part réelle dans la gestion de la société française. Des centaines de milliers de jeunes sont ainsi légalement réduits chaque année à une semi-détention dégradante. Celle-ci ne saurait être justifiée par le fait que le service militaire actuellement conçu représente une promotion réelle, mais extrêmement parcellaire et combien coûteuse sur le plan du développement de la personnalité pour quelques couches socialement retardées de la jeunesse, ni par l'entraînement physique, qui d'ailleurs ne fait que combler, dans des conditions assez irrationnelles, les insuffisances de l'Education Nationale et de l'environnement social.

Il faut démystifier l'opinion très répandue dans les couches populaires selon laquelle le service militaire et sa discipline obsessionnelle sont une phase nécessaire d'entrée dans la vie adulte. Cette opinion n'est que l'expression idéologique d'un sado-masochisme culpabilisé produit de l'éducation et ciment des rapports sociaux actuels.

L'instruction militaire doit être un droit égal pour tous. L'instruction militaire et l'éducation sexuelle doivent être intégrées administrativement, géographiquement et chronologiquement, dès les plus jeunes âges, à l'ensemble de l'Education Nationale et régies selon les mêmes principes actuellement revendiqués par les étudiants et les lycéens : dialogues et cogestion.

A BAS L'ENCASERNEMENT

Nous constatons que la réduction du service militaire à 12 mois fait partie du programme de certaines organisations ouvrières, mais qu'elle n'a jamais fait l'objet de mobilisations sérieuses. Nous estimons cette revendication insuffisante en elle-même et parce qu'elle ne rend aucun compte des conditions naturelles et psychiques d'existence des appelés.

Nous, comités d'action des soldats du 15^e RIMECA, stationné à MUTZIG, avons voté à l'unanimité cet appel et souhaitons que toutes les organisations ouvrières et de jeunesse, sans sectarisme, le diffusent largement parmi les travailleurs, étudiants et soldats.

Comme tous les appelés, nous sommes consignés dans nos casernes. On nous prépare à intervenir en tant que forces répressives. Il faut que les travailleurs et la jeunesse sachent que les soldats du contingent NE TIRE- RONT JAMAIS SUR LES OUVRIERS.

Nous comités d'action, nous opposerons à tout prix à l'investissement d'usines par les militaires.

Demain ou après-demain, nous sommes censés investir une usine d'armement que veulent occuper 300 ouvriers qui y travaillent.

NOUS FRATERNISERONS

Soldats du contingent, formez vos comités !

Nos revendications immédiates sont :

- Service militaire réduit à 8 mois avec instruction militaire effective.
- Abolition de la discipline obsessionnelle non nécessaire au contenu de l'instruction militaire.
- Liberté d'organisation politique et syndicale du contingent.
- Réforme pédagogique basée sur le dialogue de l'instruction militaire et cogestion de toutes les activités avec les instructeurs.

**VIVE LA SOLIDARITE
DES TRAVAILLEURS,
SOLDATS, ETUDIANTS
ET LYCEENS
VIVE LA DEMOCRATIE
OUVRIERE
VIVE LA JOIE, L'AMOUR
ET LE TRAVAIL CREATEUR !**

LE 22 MAI 1968.

La grève est bien générale

De 8 à 9 millions de grévistes selon les estimations, et la plupart des grandes usines occupées. Deux ou trois fois plus de grévistes qu'en 1936, plus de 4 millions en grève trois semaines, plus de 2 millions en grève un mois, 150 millions de journées de grève retenus dans les statistiques. Ils sont deux millions dans la métallurgie, un million dans le bâtiment, 350 000 à la SNCF, 300 000 dans le textile, 250 000 dans les PTT... Mais la France compte en 1968 7,3 millions d'ouvriers et 3 millions d'employés, sur une population salariée de 15,6 millions. Qui sont les non-grévistes ? Peu d'informations disponibles, sinon le nom de quelques grandes entreprises qui ne sont pas en grève. Dans le principal secteur, celui de la construction automobile, on peut citer Simca-Chrysler à Poissy, Citroën à Rennes et Peugeot à Mulhouse. Les points communs: immigration directement organisée par le patron et syndicats maison.

Le 22 mai connaît aussi une séance de motion de censure au Parlement. Comme déjà souligné, le Parlement, lors d'un grand mouvement social, apparaît soudain à presque tous pour ce qu'il est: le théâtre de l'illusion citoyenne et démocratique. Mais il peut aussi, justement lors d'un mouvement de l'ampleur de celui de 68, devenir fréquentable comme théâtre de boulevard. C'est ce que permet de savourer ce texte de Jean Garrigues: La passe d'armes du 22 mai 1968 : Mitterrand attaque, Pompidou riposte.

Le Parlement est bien un théâtre de boulevard

Maurice Grimaud, alors préfet de Police de Paris, s'est aussi amusé alors du Parlement dans son ouvrage « En Mai, fais ce qu'il te plaît » (1977, p. 255). Il y commente ainsi la séance du 22 mai consacrée à la motion de censure: « Il faut se souvenir que depuis trois semaines, tout se joue sur la scène géante d'un théâtre en plein air. Il est très difficile pour les acteurs habitués à d'autres scènes d'y bien tenir leur rôle. Tandis que se sont révélés de jeunes talents fulgurants qui fascinent le public, tels Cohn-Bendit, Sauvageot, Geismar, les acteurs de tradition ont beaucoup de mal à passer la rampe. Le 22 mai, même le Parlement a dû se produire sur la scène publique et sa séance a été intégralement télévisée. Il a été jugé inégal. »

Et dès ce jour, c'est à dire 8 jours avant l'annonce de De Gaulle, Maurice Grimaud se révèle plus fin politicien que policier (voir dans cette série 3 mai 68: les cinq erreurs du préfet de police Grimaud). Il propose de détourner les énergies vers des élections générales, sachant très bien que les politiciens de tous bords en profiteraient pour casser la grève générale: « Journée du vote de la motion de censure. La séance est télévisée intégralement depuis hier. Spectacle singulier et pas tellement favorable à l'opposition. Du moins cela permet d'entendre le gouvernement, ce qui devient rare ! Je pensais que le gouvernement aurait intérêt à se faire mettre en minorité. Des élections générales détourneraient la tension vers d'autres objectifs et finalement redonneraient vie à la notion de légalité républicaine qui s'amenuise dangereusement sous les coups de butoir de la CGT et du PC (entre autres). » (Je ne suis pas né en Mai 68, 2007, p. 330)

Manifestation de boulevard

Daniel Cohn Bendit quitte la France pour faire une "tournée révolutionnaire". Le ministre de l'intérieur annonce qu'il est désormais interdit de séjour en France. Manifestations dans la soirée et dans la nuit à l'appel du Mouvement du 22 mars, de l'UNEF et du SNESup, contre l'interdiction de séjour de Daniel Cohn-Bendit. A Paris,

une manifestation conduite par Alain Geismar se dirige vers le Palais-Bourbon. Un meeting s'ébauche devant les grilles de l'Assemblée nationale, avant que la pluie ne provoque la dispersion des protestataires

Voici le compte-rendu par Maurice Grimaud, encore lui...« Après quelques parlotes, à 21h30, Geismar décide finalement d'entraîner sa troupe, qui atteint maintenant 6 à 7 000 jeunes passablement excités, par le boulevard Raspail et le boulevard Saint-Germain, vers la Chambre. (...) Lorsque nous connaissons par des informateurs que nous avons dans le cortège ou qui le suivent de près et qui renseignent la salle par leurs petits postes émetteurs portatifs soigneusement dissimulés que l'objectif est l'Assemblée nationale, nous faisons immédiatement déplacer plusieurs unités de police qui nous assurent très rapidement la maîtrise des abords de la Chambre. Mais Christian Fouchet, qui a suivi l'opération, se montre extrêmement irrité que nous n'ayons pas empêché cette marche vers le Palais-Bourbon. C'est qu'en effet, en ce moment, se poursuivent, devant les députés, les débats sur la motion de censure. C'est aussi qu'aucun ministre de l'Intérieur n'aime voir les manifestants prendre comme objectif la Chambre des députés. Cela rappelle de mauvais souvenirs... Je dois lui donner l'assurance la plus formelle que nous sommes totalement maîtres de cette situation et qu'il n'est pas question que les 6 ou 7 000 manifestants de Geismar forcent notre service d'ordre qui est de près de 1 500 hommes et qui fait un très solide barrage boulevard Saint-Germain devant l'Assemblée. Sur place, notre commissaire, qui a notifié aux manifestants l'interdiction d'aller plus loin, accepte de faire l'intermédiaire avec la questure de l'Assemblée nationale pour savoir, si comme le demande Alain Geismar, les députés souhaitent venir débattre en public avec les problèmes des étudiants. Quelques uns viennent mais en très petit nombre et rapidement, il apparaît que cette opération publicitaire fait long feu. Au bout de quelques temps, Alain Geismar harangue à nouveau sa troupe : "Nous ne sommes pas en force pour rentrer à l'Assemblée nationale et nous faire entendre des élus. Évitions donc la confrontation avec la police. Ne tombons pas dans la provocation. Nous allons revenir au Quartier Latin". C'est ce qui se produit.» (En Mai, fais ce qu'il te plait, pp. 231-232)

Ravitaillement...

Chaque matin, rapporte l'Express sur la base des rapports de police, le commissaire spécial des Halles centrales, Marchés et Abattoirs rédige un rapport détaillé. Ainsi, pour le 22 mai, le commissaire passe en revue les arrivages: 3 400 tonnes de fruits et légumes, 800 tonnes de viande «seulement» (contre 1 050 la veille et 1 175 une semaine plus tôt), 450 tonnes de poisson, 325 de volaille, 85 de beurre... Avec les grèves qui s'étendent, il faut prévenir tout risque de pénurie. Or les forts des Halles et les commis des grossistes sont en grève, la découpe de la viande est suspendue, la garde des pavillons des fruits et légumes n'est plus assurée. Des renforts sont embauchés au milieu de la nuit. C'est le commissaire lui-même qui est obligé de rédiger au pied levé les contrats de travail. Du coup, les grévistes menacent de retourner la marchandise sur les trottoirs, rue Etienne-Marcel et rue de Turbigo. «La régression de certains arrivages, et en particulier de la viande, ne laisse pas d'être préoccupante et requiert qu'on y porte attention. A ce propos, les abattoirs de Vaugirard, à l'instar de ceux de la Villette, sont en grève depuis ce matin», conclut ce rapport. »

Autre denrée vitale: l'essence. Le 20 mai au soir, une réunion de crise au ministère de l'Industrie préconise une surveillance accrue des 30 réservoirs géants qui alimentent Paris. Pour le seul port pétrolier de Gennevilliers, où sont stockés 1500000 mètres cubes, 774 hommes sont nécessaires. Le 23 mai, la pénurie menaçant, le directeur général de la police municipale dresse la liste des «stations-service à l'usage exclusif des transports de produits alimentaires» qui devront être protégées, sur les grands axes. C'est l'opération «Fourchette». Une semaine plus tard, une nouvelle liste est communiquée: devront également être surveillées un certain nombre de pompes alimentant exclusivement les services de santé, les transports de fonds (paies), le corps diplomatique, la presse et la radio. Mais, bientôt, ce sont les camions-citernes eux-mêmes qui sont attaqués, comme en témoigne cette note du 30 mai, à 0 h 30. «Porte de Clignancourt, le chauffeur d'un convoi d'essence a été pris à partie par plusieurs

véhicules de particuliers. Le conducteur a été contraint d'utiliser l'intimidation par arme individuelle pour sauvegarder son convoi.» Dès lors, certains camions-citernes sont à leur tour escortés.

Le même jour...

Rencontre entre la CGT et la CFDT, qui publient cinq points revendicatifs, fondant leur accord d'unité d'action de 1966, et constituant selon elles les bases de la négociation.

La motion de censure déposée au Parlement par la FGDS et le PCF est rejetée, elle ne recueille que 233 voix.

À l'initiative de l'UDR qui dénonce la subversion et craint une révolution sociale, création d'un Comité national de défense de la république et des Comités de défense de la République (CDR).

Attaque immédiate du local national conjoint des CDR et du Service d'action civique (SAC dirigés par Charles Pasqua) rue de Solférino par des manifestants.

- La CGT à Marseille et à Montpellier a été la cible d'un attentat. A Montpellier également, le domicile du chef de la fédération locale de la CFDT a été l'objet d'une opération similaire.
- Les footballeurs sont solidaires des étudiants; une centaine d'entre eux ont procédé à l'occupation de la Fédération française de football. Sur la façade ornée d'un drapeau rouge, des panneaux proclament notamment : "Le football aux footballeurs".
- Les musées nationaux, habituellement fermés le mardi, n'ont pas rouvert mercredi.

Le Conseil national du Commerce publie un communiqué dans lequel il demande un report de la fête des mères du 26 mai au 16 juin.

Grève illimitée des taxis

La motion de censure FGDS-PC recueille 233 voix, sur les 244 nécessaires. Il aurait suffi du changement de fusil de l'épaule de quelques giscardiens. Ils n'ont pas manqué de soutenir le régime du « coup d'Etat permanent », selon l'expression du Prince de l'ambiguïté, Mitterrand.

Interdiction de séjour décrétée contre Daniel Cohn-Bendit. UNEF, SNESUP et Mouvement du 22 mars réplique par une manifestation à Denfert. La CGT refuse d'y participer sous prétexte des mots d'ordre « Cohn-Bendit à Paris » et « Nous sommes tous des juifs allemands » (je répète le plus beau slogan de Mai 68...)

le PCF crée ses « Comités d'Action » alternatifs à ceux du mouvement, qu'il appelle « Comités d'action populaires et d'action démocratiques ». Morts-nés dans la trahison.

Etats-Unis: A l'aube, la police de New York évacue l'université Columbia, avec la même dureté utilisée que lors de l'attaque du mois d'avril.
